



Débats

- [.]revue Forestière Française, Rédaction

► To cite this version:

| - [.]revue Forestière Française, Rédaction. Débats. 1970, pp.318-321. <10.4267/2042/20435>. <hal-03534783>

HAL Id: hal-03534783

<https://hal.science/hal-03534783v1>

Submitted on 19 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

débats

M. LANIER

(Chargé de recherches I.N.R.A. Directeur du Laboratoire de Pathologie, Nancy)

Je m'excuse d'avoir mal compris le début de votre exposé concernant le manque d'information évident des agents de l'Office sur l'organisme ad hoc pour répondre aux questions phytosanitaires.

Pourtant, sur les 350 réponses annuelles à des consultations au Laboratoire de pathologie forestière, la moitié environ sont adressées aux gestionnaires de l'Office et de l'Administration. Ma question est la suivante : Comment verriez-vous l'amélioration des liaisons et de l'information gestionnaire-recherche ?

A signaler que l'Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, a mis certains cours à votre disposition et que, sauf exception, nous ne laissons jamais une question plus de quinze jours sans réponse.

M. POTTIER

La question posée par M. Lanier est très intéressante car elle montre la contribution importante apportée par le Laboratoire de pathologie forestière de Nancy à la lutte active contre les ennemis des forêts, bien que sa mission soit en principe limitée à la détermination du « pathogène » et à la recherche scientifique des moyens de lutte ; il appartient en effet au Centre Technique Forestier, d'après les instructions officielles, « d'assurer la transposition, au stade des réalisations, des résultats obtenus par les organismes de recherches forestières ». L'amélioration des liaisons et de l'information gestionnaire-recherche est un problème capital aux yeux des responsables de la gestion des forêts car sans ces liaisons et sans cette information, la recherche risque d'être stérile au plan pratique.

Le second point de l'exposé : « Dans quel document ou auprès de qui trouver le renseignement ? » répond à cette préoccupation commune de la recherche et du gestionnaire.

M. GALLOY

(Directeur du C.R.P.F. d'Aquitaine)

La forêt privée aquitaine représente 1 500 000 ha, soit environ 10 fois la surface de la forêt soumise au régime forestier, qui, de plus, est localisée en grande partie sur le littoral. La recherche doit donc en tenir compte et elle le fait déjà. Les sylviculteurs privés ont les mêmes soucis que ceux qu'a exprimés M. Pottier. Leur organisation professionnelle et syndicale est suffisamment puissante et structurée pour assurer un concours analogue à celui qu'offre l'Office : pour le personnel, concours des ingénieurs et conseillers forestiers du Centre Régional et du Centre de Productivité d'Aquitaine ; pour les chantiers expérimentaux, de nombreux propriétaires consentiraient certainement à mettre à disposition des chantiers dans les conditions proposées par M. POTTIER pour l'Office.

M. Carles, représentant de la Fédération nationale des syndicats de propriétaires forestiers sylviculteurs, évoque un problème intéressant particulièrement la forêt privée : celui de l'information.

Sans préjuger du choix des structures de surveillance et de protection envisagées, et compte tenu des services appréciés actuellement rendus par le C.N.R.F. aux praticiens pour l'identification des parasites et des ravageurs, il serait souhaitable de définir les modalités :

— d'une information ascendante, du sylviculteur vers la recherche. Avec une définition

claire des données à recueillir et des circuits à utiliser, des renseignements non négligeables pourraient être apportés à la recherche.

— d'une information descendante de la recherche (fondamentale et appliquée) et des autorités chargées de la politique forestière vers les sylviculteurs.

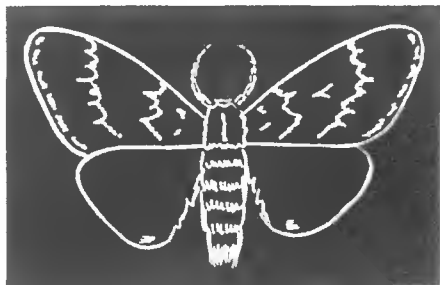
Quelle que soit la structure de surveillance et de protection retenue (par exemple la formation d'agents rattachés aux Services régionaux d'aménagement forestier, idée séduisante qui sera évoquée par M. Bétolaud) il paraît souhaitable d'amplifier la diffusion en y associant des organismes relais : organisation syndicale (Fédération et syndicats départementaux et régionaux de propriétaires forestiers sylviculteurs), organisation technique (Institut pour le développement forestier et organismes rattachés), Centre régionaux de la propriété forestière.

M. VELAY

Des améliorations sont possibles en ce qui concerne l'information, et ceci rejoint une autre question. Mais je voudrais dire clairement à M. Pottier que ce problème de renseignements tous azimuts et rapides n'est pas le vrai problème, parce que l'information du propriétaire forestier quel qu'il soit trouvant dans sa forêt des troncs ou des feuilles attaquées par un parasite, nous le connaissons depuis toujours. On a toujours essayé d'organiser un système de réponse : aujourd'hui c'est le C.N.R.F. qui le fait, autrefois c'était la Station de recherches. C'est une action intéressante, qu'on peut améliorer par des publications plus nombreuses et plus à la portée des praticiens, mais cela n'est pas le vrai problème, ce n'est pas la révolution que nous avons à faire. Nous ne progressons pas en répondant au gestionnaire chaque fois que se présente un insecte ou un champignon, le nom du parasite en cause.

Nous ne commencerons vraiment à connaître une ère nouvelle que le jour où sur UN parasite, jugé très important, tous les moyens, ceux de la recherche fondamentale d'abord, ceux de la recherche appliquée ensuite, ceux du C.E.R.A.F.E.R. et ceux de l'administration, ceux des propriétaires privés, auront été réunis et groupés pour que, sur ce parasite là, on puisse avoir une action efficace. Et tout ce que nous avons entendu, depuis deux ou trois jours, nous prouve bien que dans un pays comme la France, nous ne pouvons pas espérer nous préoccuper de nombreux parasites à la fois.

Pourquoi devons-nous limiter nos efforts à une action contre un ou peut-être deux ravageurs ?



LA PROCESSIONNAIRE
DU PIN
(papillon femelle)

Parce que la forêt a, par rapport à l'agriculture, des caractéristiques bien connues qui sont au moins au nombre de trois :

— en premier lieu, la forêt, si elle représente une richesse biologique, économique, sociale extraordinaire, est toujours d'une rentabilité très limitée, très marginale ; j'entends la forêt elle-même, non pas la plus-value que donne la transformation des produits forestiers.

— or, deuxième caractéristique, le coût des interventions que nous pouvons envisager y est particulièrement élevé pour diverses raisons parmi lesquelles l'importance des surfaces à traiter et le fait que l'intervention de l'homme est toujours assez extensive en forêt contrairement à l'agriculture, et le fait aussi que bien souvent on se heurte à des difficultés topographiques ou à des difficultés d'accès ;

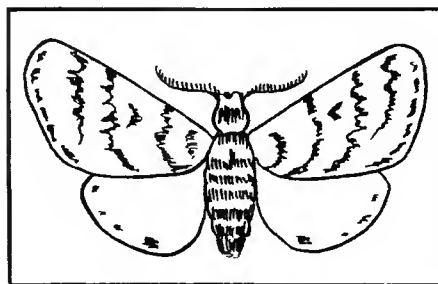
— une troisième caractéristique, dans nos pays d'Europe occidentale, est qu'on ne peut consacrer à la forêt que des moyens et des crédits limités.

Par conséquent, si nous envisageons de rassembler tous les moyens disponibles de la recherche, du C.E.R.A.F.E.R., des propriétaires, de l'administration, de l'Office pour passer à un nou-

veau mode d'action, ce sera pour un objectif extrêmement bien délimité au départ du moins. Et déjà, pour attaquer cet objectif, il faudra que nous soyons arrivés à un certain stade de connaissance du problème. Si j'ai bien entendu ce qui s'est dit, je ne vois guère pour le moment qu'un seul ravageur pour lequel nous soyons presque au point de pouvoir choisir un objectif de lutte qui soit vraiment pratique : il s'agit de la Processionnaire du pin.

Quand nous aurons mis en place un système cohérent du choix initial à la mise en place des moyens de terrain, en passant par les priorités de la recherche fondamentale, l'organisation du C.E.R.A.F.E.R., la mise en place d'un système d'observation et d'alerte, et le déclenchement d'un système d'intervention, quand nous aurons fait le point pour arriver à ce résultat sur un objectif, eh bien ! nous pourrions songer à l'attaque.

LA PROCESSIONNAIRE
DU PIN
(papillon mâle)



M. BOUVAREL

Je suis d'accord, mais cela n'empêche pas que des problèmes se poseront pour de nombreux autres insectes ou champignons et que dès maintenant, à titre provisoire, les services de terrain doivent savoir comment est organisée la réponse à ces besoins. Dans ce stade provisoire, mais qui englobe quand même les 90 ou 95 % des cas, c'est-à-dire tout ce qu'il y a au delà de la Processionnaire du pin, il faut être très vigilant.

M. VELAY

Je crois que le rôle le plus utile que peuvent jouer pour l'instant les gestionnaires de terrain en ce qui concerne les innombrables parasites, présents et à venir, est celui de procurer à la recherche les éléments dont elle a besoin. Mais il faut qu'en même temps les gestionnaires fassent preuve de la plus grande patience ; une fois qu'ils ont signalé quelque chose, il ne faut pas qu'ils soient impatients sur l'identification, ni surtout sur la méthode de lutte. Pendant longtemps encore, et c'est inévitable, il faudra pour beaucoup de parasites se contenter d'attendre. Aucun système ne pourra être mis en place tant que les chercheurs n'auront pas apporté la réponse.

Or, voyez par exemple pour l'affaire de la Processionnaire du pin, la somme de travaux, la concentration de moyens, que l'I.N.R.A. et la D.G.R.S.T. ont dû consentir, le nombre d'années important, aussi, qu'il a fallu consacrer à l'étude de ce seul problème pour qu'on puisse dire « maintenant on est prêt ». Admettons que cette question soit résolue, il faudra ensuite mettre en place le système d'alerte et le système d'intervention et il faudra trouver les moyens financiers. Par conséquent, sur cet exemple précis, vous voyez la longue patience qu'il a fallu : c'est une affaire de 15 ans. Jusqu'à présent, peut-être a-t-on pris le problème à l'envers, et c'était assez naturel. On est parti de la recherche, qui s'est emparée de ce problème. M. GRISON dirait mieux que moi pourquoi on s'est concentré sur ce parasite.

Pour le *Matsucoccus*, le problème a été très différent, c'est le forestier, l'utilisateur qui a tiré la sonnette d'alarme, et qui a demandé que la recherche se penche sur ce problème. C'est cette deuxième voie qui, demain, doit être la seule possible, c'est-à-dire que le choix doit d'abord être un choix de politique forestière et c'est en fonction de critères d'économie et de financement, de critères socio-économiques, ou de contraintes de la politique forestière qu'il faudra partir. C'est un peu comme ce que nous avons dit, il y a quelques années : *Matsucoccus* des Maures, c'est très bien, mais nous vous demandons de donner la priorité au problème du *Matsucoccus* potentiel des Landes. Cela, c'était un choix de politique forestière, car il s'agissait pour l'économie forestière française d'un problème majeur. Si, par hasard, ce massif d'un million d'ha de forêt de type industriel venait à être détruit, ce serait une

catastrophe d'un niveau national. C'est donc là que le choix des priorités doit résulter des impératifs économiques et financiers. M. Pottier a dit ce matin : « Mais un beau jour tel parasite peut représenter un danger économique très important ». Peut-être ! Si c'est effectivement le sentiment des responsables de la politique forestière, c'est à eux de le dire, de rechercher des moyens à consacrer à ce problème, sans attendre qu'on se trouve de nouveau devant un désastre, et de demander à la recherche de se préparer et de commencer à étudier le problème. Vous imaginez bien que de telles demandes, nous ne pouvons pas les faire tous azimuts : il va bien falloir que nous choisissons, sinon nous resterons dans le domaine de l'amateurisme, c'est-à-dire que nous nous bornerons à apporter au propriétaire inquiet des renseignements sur l'identité de la bestiole à laquelle il a affaire. C'est une piètre satisfaction, et cela n'ira pas plus loin. Mais ce qu'il faut absolument c'est pouvoir apporter aux propriétaires forestiers et aux gestionnaires une réponse efficace, une riposte. Eh bien ! la riposte, on vous l'a dit tout à l'heure : il a fallu 15 ans pour la mettre au point contre un seul parasite, mais on pourra certainement, pour d'autres cas, mettre au point des ripostes en moins de 15 ans.